

Département de l'Isère  
Canton de l'Oisans  
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION N° 2023-117

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 31 mai 2023

**L'an deux mille vingt-trois, le 31 mai à 18h,**

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 26 mai 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

**Etaient présents en séance :** Christophe AUBERT, maire,  
Eric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Françoise MOREAU, adjoints,  
Pierre BALME, maire délégué de Venosc.  
Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.  
Laurent GIRAUD, Anne MILLET, Enrica TASSO, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Hervé LESCURE, conseillers municipaux.

**Etait absente :** Marion ROLLAND.

**Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :**

Jean-Luc BISI donne pouvoir à Agnès ARGENTIER  
Stéphane VAISSIERES donne pouvoir à Christophe AUBERT

**Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :** Marie-Hélène COING et Hervé LESCURE ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

**FINANCES LOCALES – 7.2.6.2 – Taxe de séjour**

**OBJET : Taxe de séjour pour 2024**

VU la Loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;  
VU la Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ;  
VU la Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;  
VU la Loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ;  
VU la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificatives pour 2017 ;  
VU la Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;  
VU la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;  
VU le Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 ;  
VU la Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;  
VU les articles L.2333-26 et suivants, L.5211-21 du Code général des collectivités territoriales ;  
VU les articles R.2333-43 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;  
VU le Code du Tourisme, notamment son article L.133-7 ;  
VU la délibération n° 2017-223 en date du 06 novembre 2017 ;  
VU la délibération n° 2018-113 en date du 28 mai 2018 ;  
VU la publication du barème fixé par le législateur revalorisant des tarifs de la taxe de séjour applicable pour 2024 ;

Monsieur le Maire expose :

Par délibération n° 2017-223 du 06 novembre 2017, le conseil municipal a institué la taxe de séjour au réel et par délibération n° 2018-113 du 28 mai 2018, l'assemblée a adopté l'institution d'un taux de 5% applicable à tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air.

Il rappelle que conformément à l'article L.2333-31 du Code général des collectivités territoriales, sont exemptés de la taxe de séjour :

- 1° Les personnes mineures ;
- 2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- 3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- 4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant déterminé par le conseil municipal.

Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du Code général des collectivités territoriales, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil municipal avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Les tarifs sont adoptés en tenant compte du barème fixé par le législateur, revalorisé chaque année.

Suite à la publication du barème, il convient d'actualiser la grille tarifaire qui sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2024, étant précisé que la taxe additionnelle départementale égale à 10% instituée par le Conseil Départemental de l'Isère s'ajoute au montant de la taxe de séjour communale.

<b>TAXE DE SEJOUR</b> <b>Barème applicable pour</b> <b>2024</b>				
<b>N°</b>	<b>Catégories d'hébergement</b>	<b>Part collectivité</b>	<b>Part surtaxe départementale</b>	<b>Total</b>
1	Palaces	4,60 €	0,46 €	5,06 €
2	Hôtels de tourisme 5 étoiles Résidences de tourisme 5 étoiles Meublés de tourisme 5 étoiles	3,30 €	0,33 €	3,63 €
3	Hôtels de tourisme 4 étoiles Résidences de tourisme 4 étoiles Meublés de tourisme 4 étoiles	2,50 €	0,25 €	2,75 €
4	Hôtels de tourisme 3 étoiles Résidences de tourisme 3 étoiles Meublés de tourisme 3 étoiles	1,60 €	0,16 €	1,76 €
5	Hôtels de tourisme 2 étoiles Résidences de tourisme 2 étoiles Meublés de tourisme 2 étoiles Villages de vacances 4 et 5 étoiles	1,00 €	0,10 €	1,10 €
6	Hôtels de tourisme 1 étoile Résidences de tourisme 1 étoile Meublés de tourisme 1 étoile Villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles Chambre d'hôtes	0,80 €	0,08 €	0,88 €

7	Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,60 €	0,06 €	0,66 €
8	Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes Ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €
9	Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	5,00 %	0,50 %	5,50 %
<i>Plafond applicable pour la catégorie 9</i>		<i>4,60 €</i>	<i>0,46 €</i>	<i>5,06 €</i>

#### Hébergement en attente de classement ou sans classement :

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des hébergements de plein air, le tarif appliqué par la commune, par personne et par nuitée, est de 5% du coût de la nuitée par personne, dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité étant précisé que la taxe additionnelle départementale de 10 % s'ajoute au taux communal.

En outre, c'est le régime du réel qui s'applique systématiquement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **ADOPTE** les tarifs susvisés qui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,
- **DECIDE** de maintenir, pour les hébergements en attente de classement ou sans classement, le taux de 5% auquel s'ajoute la taxe additionnelle départementale de 10% qui s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité,
- **DECIDE** de maintenir à 1 € (un euro), le niveau de loyer journalier en-dessous duquel les personnes qui occupent les locaux sont exonérées de la taxe de séjour, étant précisé que le loyer correspond au prix d'une nuitée journalière par personne hébergée,
- **DECIDE** de maintenir la période de perception de la taxe de séjour du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre,

- **DECIDE** de maintenir les modalités de recouvrement à chaque fin de mois de l'année en cours, taxe de séjour exigible au plus tard le 15 du mois suivant la période d'occupation de l'hébergement,
- **ABROGE** la délibération n° 2022-088 du 20 juin 2022,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les formalités relatives au recouvrement de la taxe de séjour,

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,  
Le maire, Christophe AUBERT

